

Assemblée plénière de la Région Occitanie du 19/11/20
Intervention de Guilhem Serieys – La France insoumise

Chères et chers collègues,

la société est en apnée, suspendue à l'issue incertaine de la situation sanitaire. La crise que nous affrontons est aussi sociale, écologique et démocratique. Dans ce contexte, nous avons besoin de discussion et d'intelligence collective. **Aussi, je regrette les conditions démocratiques dans lesquelles la Région agit.** Les élus apprennent les initiatives et mesures du conseil régional dans des espaces publicitaires et de presse. Nos commissions sont des chambres d'enregistrement de décisions déjà prises. Notre Assemblée plénière est réduite à une demi-journée sans possibilité de débattre. Une convention citoyenne est réunie mais les propositions, au lieu d'être approfondies, sont ramenées à des généralités pour justifier des dispositifs qui existent déjà.

Malgré ces regrets, les élus de la France Insoumise sont comme d'habitude force de proposition. Au delà des mesures d'urgence que vous proposez, nous proposons à l'Assemblée de se prononcer sur 3 vœux :

- pour un plan de sauvetage et de développement du service public de santé
- pour un fonds d'urgence pour les arts et la culture qui sont en danger
- pour un moratoire sur le déploiement de la 5G qui ne ferait qu'augmenter la dette écologique et les inégalité

Jean-Christophe Sellin fera tout à l'heure des propositions en matière budgétaire.

Nous n'approuverons pas la délibération que vous dénommez avec démesure « Green New Deal ».

D'abord, nous regrettons l'absence notable de la question sociale qui devrait être essentielle avec un million de français qui ont basculé sous le seuil de pauvreté du fait de la crise sanitaire et les plans sociaux qui se multiplient en Occitanie.

Ensuite, ce rapport balaie des généralités en matière d'écologie et justifie les politiques régionales alors que l'urgence serait à mettre les actes en conformité avec les ambitions affichées, à ré-orienter des politiques régionales et notamment à changer de modèle économique et à cesser les grands grands projets ruineux et désastreux pour l'environnement.

Enfin, nous ne partageons pas l'incohérence d'afficher un soutien béat au Green Deal de la commission européenne présenté comme un modèle. Les objectifs climatiques sont ainsi soumis au règles libérales et austéritaires du Semestre européen et à la limitation de l'investissement public. Le Green Deal

annonce ainsi que l'objectif climatique, je cite « *doit être conforme aux considérations de stabilité financière* ». Désaccord total, ce sont les impératifs écologiques, sociaux et humains qui devraient primer et non les dogmes monétaristes imposés par le gouvernement allemand. Notre Assemblée s'honorerait à le dire.